



PHOTO : WOXX

JUSTICE FISCALE

# Jungle Fever

Luc Caregari

**La justice fiscale ne concerne pas uniquement les pays développés, bien au contraire - le système actuel a aussi des effets sur le Tiers Monde, qui en est même le grand perdant. Tel était le message de deux jours de conférences du Cercle de coopération sur le sujet.**

Vous aimez le printemps et les belles fleurs, surtout les roses ? Mais vous ne voulez pas dépenser des fortunes et préférez ne pas savoir pourquoi certaines ne coûtent presque rien ? Eh bien, pourtant, l'histoire qui se cache derrière ces fleurs ne sent pas vraiment l'eau de rose. Comme l'a détaillé Otieno Michael Oloo, membre de Tax Justice Network Africa et collaborateur de l'université de Nairobi au Kenya, l'industrie des roses est aux mains d'une firme indienne, Karuturi Global. Une entreprise qui dès son installation dans le pays africain a pu profiter d'une taxation ultraréduite grâce aux « zones spéciales » créées pour les multinationales un peu partout sur le continent. « Alors que les gouvernements espèrent créer des emplois et des revenus stables, c'est

souvent le contraire qui se passe dans ces zones, qui sont souvent aussi des zones de non-droit pour les employés, mal payés et sans droits syndicaux », explique Oloo.

Mais ce qui est pire encore, c'est que Karuturi Global ne semblait pas dégager de profit, du moins au Kenya - pendant trois ans la branche locale a été déficitaire et n'a donc payé aucun impôt. Dans le même temps, l'entreprise enregistrait des profits records. Un peu bizarre, quand on sait que 75 pour cent de son chiffre d'affaires provient de ces roses. C'est que la multinationale indienne avait mis au point un système ingénieux pour éviter de payer des impôts au Kenya. Par le biais de branches locales dans les pays arabes et dans des paradis fiscaux comme l'Île Maurice, les impôts que le Kenya aurait dû recevoir se sont réduits comme peau de chagrin. Jusqu'à ce qu'en 2013 une coalition d'ONG fasse tomber ce privilège en incitant le gouvernement à persister et à recouvrer pas moins de 210 millions d'euros de la multinationale. Cette dernière a fini par déclarer sa branche kényane en banqueroute

- pour déménager en Éthiopie où elle cherche à reproduire le même schéma. Et où en plus elle s'est fait accuser de « land grabbing » par d'autres ONG. Une belle leçon de globalisation, certes, mais si vous croyez que - pour une fois - le Luxembourg n'a rien à voir dans cette histoire, détrompez-vous : les transports de roses vers l'étranger étaient tous assurés par Cargolux.

**Pertes allant jusqu'au double du budget santé.**

Ce n'est qu'un des exemples cités par Oloo au cours de la journée de formation autour du thème « Conséquences de l'injustice fiscale sur les pays en développement », organisée par le Cercle de coopération cette semaine. Destinée à des membres d'ONG de développement afin de mieux les sensibiliser à cette thématique, la formation a permis d'ouvrir de nouvelles perspectives sur l'aide au développement d'un côté et, de l'autre, l'implication des mécanismes d'injustice fiscale dans la saignée qu'opèrent les multinationales sur les

ressources naturelles et humaines du continent africain.

Car, au contraire de ce qu'on aime à penser, la corruption n'est pas la responsable principale du manque de moyens. Quelques chiffres datant de l'année 2008 : cette année-là, la Tanzanie a perdu 1,23 milliard de dollars (6 pour cent du PIB), le Kenya 1,1 milliard (3,1 pour cent du PIB), l'Ouganda 2 pour cent du PIB. Le Rwanda a lui perdu en impôts non collectés 3,6 pour cent de son PIB en 2008 et 4,7 pour cent en 2009. Pour l'Ouganda comme pour le Kenya, ces pertes équivalent au double de leurs budgets santé, tandis qu'au Rwanda c'est le double du budget prévu pour l'éducation.

C'est que les exonérations fiscales mises en place pour attirer les multinationales sont souvent plus nuisibles que l'impact positif des emplois créés par ces dernières. Selon Tax Justice Network Africa, ces exonérations résulteraient dans la perte de revenus courants et futurs (car souvent ces exonérations sont programmées sur des décennies) ; elles créent aussi des différences entre les entre-

JUSTICE FISCALE

# « Le 'level playing field' est absurde »

Entretien : Luc Caregari

prises locales, soumises à la pleine taxation, et les multinationales, tout en étant coûteuses d'un point de vue administratif. De plus, de telles procédures encourageraient non seulement la corruption mais surtout un « race to the bottom » dangereux. Car avec la concurrence sur les taux d'imposition des multinationales, ce sont surtout les entreprises qui gagnent et ramènent les États.

Surtout que ces exonérations ne sont pas prioritaires pour les investisseurs sur le continent africain. À la table ronde organisée dans le cadre de cette formation - où siégeaient aussi le député socialiste et avocat d'affaires Franz Fayot, le membre du Conseil d'État Mike Mathias, le chercheur allemand Rainer Falk (auteur du fameux « rapport Falk » en 2009, qui avait suscité l'émoi au grand-duché car il osait pour une première fois associer les pratiques fiscales du Luxembourg avec la pauvreté dans le Tiers Monde), le consultant Keith O'Donnell d'Atoz et Otieno Michael Oloo -, il a été soulevé que les multinationales étaient plus intéressées par un environnement stable, la sécurité et bien sûr la présence de ressources que par une imposition faible. Ce qui a fait conclure qu'en fin de compte l'Occident pourrait économiser sur son aide au développement si les pays africains bénéficiaient d'une plus grande justice fiscale.

## « BEPS » exclut les pays en développement.

Pour l'atteindre, le chemin semble long et sinueux, et cela pour plusieurs raisons. D'abord parce qu'il faut différencier évasion fiscale illégale et optimisation fiscale légale. Le problème, c'est que les multinationales opèrent souvent dans des zones grises entre les deux et que le résultat est toujours le même : des pertes de revenu im-

portantes pour les pays en développement. Ce qui veut aussi dire que l'excuse typiquement luxembourgeoise du « tout est légal » ne vaut finalement pas grand-chose, quand le résultat est et reste une grande injustice.

Certes, dira-t-on, mais le Luxembourg et les autres pays soutiennent des initiatives comme le « BEPS » (Base Erosion and Profit Shifting) de l'OCDE - qui veut que les profits soient taxés là où ils sont réalisés et non plus dans le pays où la multinationale a implanté son QG pour des raisons fiscales -, ou comme l'échange automatique de données, voire le « country by country reporting ». Pourtant, le problème reste le niveau auquel ces accords sont trouvés. Car les pays en développement ne sont généralement membres ni de l'Union Européenne, ni de l'OCDE, ni du G20. Ce qui veut dire qu'ils restent exclus de ces accords pour des raisons souvent ridicules, comme le fait que des États développés n'accepteraient pas la réciprocité d'un tel échange parce que les pays en développement ne disposeraient pas des infrastructures et des ressources humaines nécessaires à répondre aux exigences d'un tel échange. Alors que les structures étatiques des pays en développement profiteraient largement de la manne fiscale et pourraient ainsi venir très vite à la hauteur de leurs « collègues » occidentaux. Autre disproportion dans cette exclusion : il est parfois plus intéressant de savoir où va l'argent du continent africain que de savoir d'où il vient. Par exemple : un compte nigérian en Suisse est plus intéressant qu'un compte suisse au Nigeria.

En tout cas, le lien entre aide au développement et justice fiscale est indéniable et pourrait devenir un des thèmes dominants de cette problématique dans les années à venir.

**Justice fiscale et aide au développement sont intrinsèquement liées. Nous en avons parlé avec Tove Maria Ryding d'Eurodad (European Network on Debt and Development) et Otieno Michael Oloo de Tax Justice Network Africa.**

**woxx :** Cette semaine, la Belgique a mis le Luxembourg sur sa liste des paradis fiscaux, est-ce que cela vous surprend ?

**Tove Maria Ryding :** Pas du tout, nous nous y attendions même. Quand vous regardez Luxleaks : pour l'essentiel, qu'est-ce que ces révélations veulent dire ? Que des milliards d'euros sont perdus partout dans le monde. Et c'est la responsabilité des gouvernements de défendre leur base fiscale quand des choses comme cela arrivent. C'est une décision très rationnelle. La seule chose regrettable est que ce soit une action unilatérale. Car nous ne pouvons pas avoir une justice fiscale équitable pour tout le monde quand les pays s'entre-déchirent pour la compétition fiscale. C'est donc certes un développement malheureux, mais qui fait parfaitement sens.

**Mais le gouvernement luxembourgeois met toujours en avant ses efforts pour en arriver à plus de transparence.**

**Tove Maria Ryding :** Il y a quelque chose de particulier avec ces efforts. En effet, il y a les accords Fatca qui impliquent l'abandon du secret bancaire. Mais celui-ci ne concerne que les échanges intereuropéens et avec les États-Unis - en même temps le secret bancaire reste de mise avec tous les autres pays. Et puis sont arrivés les Luxleaks, qui ont révélé un tout autre thème, celui de l'évasion fiscale, légale certes, mais pas moins problématique, surtout pour les pays en développement. Donc, juste parce que le problème du secret bancaire a été - partiellement - résolu, ce n'est pas une raison pour ne pas tenter de résoudre celui des tax rulings, qui implique aussi des pertes pour les États de l'ordre de milliards de dollars.

**N'est-ce pas aussi une affaire de « level playing field » ?**

**Tove Maria Ryding :** Le « level playing field » est absurde. Regardez par exemple une petite ou moyenne entreprise, comme un coffee shop qui est en compétition avec Starbucks. Alors que ces derniers peuvent échapper à l'impôt grâce à leur statut de multinationale et par le biais de toutes ces structures et niches fiscales légales, le petit entrepreneur n'est basé que dans un seul pays et est assujéti à tous les impôts.

Tove Maria Ryding d'Eurodad et Otieno Michael Oloo de Tax Justice Network Africa étaient les invités du Cercle de coopération.

**Otieno Michael Oloo :** Nous avons tous une responsabilité par rapport aux impôts. Que nous soyons des individus ou des firmes multinationales, la responsabilité reste la même. Je serais très intéressé de connaître la réponse des autorités luxembourgeoises à cette nouvelle inculpation par leur voisin belge (entre-temps, le ministre des Finances Pierre Gramegna a promis de résoudre le « problème » avant la fin de l'année, ndlr).

**« Il est établi que le continent africain perd plus en ressources qu'il ne reçoit d'aide. »**

**Tove Maria Ryding :** Le problème est aussi que nous n'entendons rien du Luxembourg dans le reste de l'Europe. Il y a tous ces débats à Bruxelles sur la justice fiscale, qui n'auraient pas existé sans Luxleaks, et le grand-duché est un sujet récurrent dans les débats, mais n'y fait presque pas entendre sa propre voix. Je trouve cela très étrange. C'est un silence très lourd.

**Depuis quand les problèmes dans le Tiers Monde ont-ils été connectés aux questions de justice fiscale ?**

**Otieno Michael Oloo :** C'est un problème fondamental qui vient d'éclorre à la conscience du continent. Néanmoins beaucoup a été fait ces dernières années. En ce moment, nous recensons pas moins de 54 États africains qui ont identifié le problème des flux d'argent illicites et des taxes optimisées. Le problème, c'est qu'à part cela, il n'y a pas vraiment de points communs et que tout le monde y va de sa manière. Ce qui est aussi normal, vu que chaque pays a des intérêts spécifiques. Mais je pense que la seule issue est de se confronter au problème en tant que continent et non pas au niveau national. Depuis plus ou moins 60 ans, le continent africain peut être considéré comme indépendant. Néanmoins, il est établi qu'il perd plus en ressources qu'il ne reçoit de l'aide. Cela s'applique aussi à d'autres pays en développement comme en Amérique latine et en Asie, ou même à certains pays européens en développement ; mais l'histoire du continent africain est unique vu qu'aucun autre continent ne connaît une hémorragie de ressources naturelles aussi importante. C'est pourquoi il est crucial de parler de sources alternatives pour le développement, comme on va le faire en juillet à Addis Abeba lors de la troisième conférence « Financing for Development ». Il faut que le conti-



PHOTO : WOXX

nent africain se concentre sur ses ressources intérieures - car le montant des impôts que nous perdons chaque année, tout en donnant nos ressources, est absurde.

**« Si vous fermez les niches fiscales à leur source et à leur destination, ce sera beaucoup plus difficile pour les multinationales de détourner leurs impôts. »**

**Quelles solutions préconisez-vous ?**

**Otieno Michael Oloo :** Il est difficile de résoudre le problème de façon unilatérale. Quand vous avez affaire aux multinationales, vous devez prendre deux points d'appui : la source et la destination de l'argent. Si vous fermez les niches fiscales à leur source et à leur destination, ce sera beaucoup plus difficile pour les multinationales de détourner leurs impôts.

Et c'est aussi une des responsabilités que le Luxembourg peut prendre.

**Mais les multinationales fonctionnent souvent comme des États eux-mêmes, avec leurs instituts de crédit, leurs banques internes qui servent justement au détournement. Faut-il réguler ces aspects ?**

**Otieno Michael Oloo :** Oui, une régulation internationale est importante. Et c'est pourquoi nous persistons à dire qu'une telle régulation ne peut pas être réservée aux « service clubs » occidentaux - comme l'OCDE ou le G20 - mais doit être étendue aux pays en développement. Et la seule institution capable de faire cela, c'est les Nations unies. Mais l'infrastructure leur manque encore : en ce moment le bureau de l'ONU spécialisé dans les questions fiscales compte exactement deux employés.